

ANNEXES

1. CEPE-ENFANCE

Forum du CEP-Enfance samedi 29 janvier 2022 à Paris "
Politique de l'enfance, et si on en parlait pour 2022 ? "



PARTICIPER FORUM du CEP-ENFANCE
le samedi 29 JANVIER 2022 à PARIS
Bourse du Travail, salle Hénaff - 29 bd du Temple, Paris 3^e

ENTRÉE LIBRE | INSCRIPTION PAR FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE
sur le blog : <http://cep-enfance.blogspot.com/>

ou en flashant ce QRcode

DIRECT DIFFUSION EN LIGNE SOUS RÉSERVE DE FAISABILITÉ TECHNIQUE
(consultez nous sur le blog à l'entrée du forum pour nous en assurer)

LE COLLECTIF CEP-ENFANCE QU'EST-CE QUE ?

Le collectif Cep-enfance regroupe depuis 2014 une centaine d'organismes œuvrant dans tous les champs de l'enfance. Il s'adresse aux responsables politiques et à ceux et celles qui briguent les suffrages pour 2022 : face à l'absence d'une politique publique globale pour l'enfance et aux effets dévastateurs de nombreuses mesures gouvernementales, nous défendons 10 exigences d'urgence pour la cause des enfants (à lire à l'entrée de ce dépliant).

Nous les avons publiées dans un livre « Enfance, l'état d'urgence » comportant une soixantaine de contributions détaillées dans tous les domaines qui touchent à la vie des enfants.
<https://www.editions-eses.com/ouvrage/10-exigences-etat-durgence>

PROGRAMME du FORUM
à la BOURSE DU TRAVAIL, salle Hénaff 29 bd du Temple - Paris 3^e

MATIN

9h Accueil
9h30 Introduction par le CEP-Enfance
à partir de 9h45 Interventions de :
- Claire Brisset, première Défenseuse des enfants en France
- Jean-Pierre Rosenczweig, Magistrat, ex-président du tribunal pour enfants de Nanterre
- Marie-Rose Moro, pédopsychiatre, responsable de la maison Solenn

PAUSE DÉJEUNER
12h15

APRÈS-MIDI

13h30 Dialogue avec les candidat·es à l'élection présidentielle sur la politique de l'enfance et ses 10 exigences pour la cause des enfants
14h30 Conclusion et perspectives pour le CEP-Enfance

cep.enfance@gmail.com - <http://cep-enfance.blogspot.com> <http://cep-enfance.blogspot.com> cep.enfance@gmail.com - <http://cep-enfance.blogspot.com>

Entrée libre sur inscription en ligne
Possibilité d'assister au forum sur place ou en visio
(Fourniture de masques FFP2 et gel hydroalcoolique sur place)

2. Courrier Syndicats

Mesdames et Messieurs les représentants syndicaux,
chers collègues,

Lors de notre réunion annuelle des délégués départementaux, nous avons été sollicités au sujet de l'avancement de carrière des psychologues de l'Education nationale.

La question d'une différence de traitement et de gestion de carrière (PPCR) entre les psychologues détachés sur un poste de psychologue, gardant leur statut de professeur des écoles, et ceux ayant intégré le nouveau corps des psychologues de l'Education nationale créé en 2017, a été soulevée et a fait l'objet de débats. Selon les académies d'importantes différences de traitement entre détachés et intégrés sont observées, et ce à profil professionnel égal, générant un profond sentiment d'injustice.

Cette question a été soulevée au sein de notre conseil d'administration récemment et dépasse notre cadre associatif.

Nous souhaiterions savoir quel type de réponse vous avez pu apporter aux collègues concernés et si vous avez engagé des démarches en direction de nos instances administratives à ce sujet.

Il nous apparaît urgent d'apporter une réponse à ce problème qui inquiète et risque de diviser la profession.

Nous vous remercions par avance de l'intérêt que vous porterez à notre sollicitation.

Bien cordialement,
L'AFPEN

3. COLLECTIF RASED

3.1 Communiqué

Communiqué de presse

Les enseignants spécialisés de RASED ne sont pas des remplaçants !

Des enseignant·e·s spécialisé·e·s nous alertent au sujet de demandes parfois pressantes et injonctives pour qu'ils et elles assurent le remplacement des absences d'enseignant·e·s de classes, liées au COVID.

Nos organisations syndicales, associations professionnelles et de parents d'élèves

affirment de

nouveau que ces demandes sont illégitimes.

Malgré les alertes récurrentes depuis 2 ans, le ministère ne met pas les moyens nécessaires

pour abonder les brigades de remplacement.

La situation « exceptionnelle » liée à la crise sanitaire, mise en avant pour justifier ces

injonctions de remplacement, n'est pas « entendable ». C'est une porte ouverte à des décisions

arbitraires, fluctuantes et souvent guidées par la résolution de besoins immédiats générés par

des déficits de moyens. Une porte ouverte pour la deuxième fois, qui risquerait de ne pas se refermer.

Les missions des enseignant·e·s spécialisé·e·s, notamment de celles et ceux qui interviennent

en RASED, sont définies par une circulaire spécifique et ne peuvent donc être modifiées au

gré des besoins de remplacement.

Mais, au-delà de ce principe réglementaire, maintenir une telle demande revient à mépriser

une nouvelle fois le travail de ces enseignant·e·s spécialisé·e·s et les besoins des élèves les

plus fragiles.

C'est pourquoi le Collectif national RASED demande au ministère de faire cesser ces demandes iniques qui privent les élèves et les équipes des aides et des prises en charge dont

ils ont besoin. Nous appelons les collègues à contacter les organisations syndicales de leur

département pour résister à ces demandes remettant en cause leurs missions.

Paris, le 26 janvier 2021

Association française des psychologues de l'Éducation nationale (AFPEN)

Fédération nationale des associations de Maîtres « E » (FNAME)

Fédération nationale des rééducateurs de l'Éducation nationale (FNAREN)

Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE)

Association des groupes de soutien au soutien (AGSAS)

Syndicat unitaire de l'inspection pédagogique (SUI-FSU)

Syndicat de l'inspection de l'Éducation nationale (SIEN-UNSA)

Syndicat national unitaire instituteurs et professeurs d'école (SNUipp-FSU)

Syndicat des enseignants (SE-UNSA)

Confédération générale du travail-Éducation (CGT-Éduc'Action)

Solidaire Unitaire Démocratique-Éducation (SUD-Education)

3.2 Courrier MEN

Paris, le 26 janvier 2022

Monsieur le ministre de l'Éducation nationale,
de la Jeunesse et des Sports

110 rue de Grenelle

75 357 PARIS SP7

Objet : relance de demande d'audience

Monsieur le Ministre,

Nous regrettons de n'avoir reçu, à ce jour, aucune réponse à notre demande d'audience en date du 3 décembre.

Nous vous rappelons donc que nous souhaitons vivement vous rencontrer pour obtenir des clarifications sur

le rapport de l'IGÉSR, rendu public le 29 décembre, intitulé « L'organisation, le fonctionnement et l'évaluation des effets des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté ».

Le contenu de ce rapport ne cesse de nous inquiéter et nous interpelle quant à ses intentions, en particulier

lorsqu'il préconise un pilotage « renforcé » des RASED, une « porosité » des aides relationnelle et pédagogique, une prévalence des aides indirectes et des missions de « personne ressource », tout en faisant si

peu référence aux psychologues de l'Éducation nationale, pourtant membres à part entière des RASED.

Nos craintes se voient d'ailleurs renforcées en cette période de crise sanitaire, où l'on nous demande désormais

de remplacer les enseignants absents, au détriment des aides directes auprès des élèves en difficulté, au mépris

de notre métier et des élèves en souffrance à l'école, ceux-là même qui, avec leurs familles, sont les plus

fragilisés par la crise sanitaire.

Les personnels des RASED ne sont pas des « personnes ressources » malléables et corvéables à merci. Ils ont

des missions et des fonctions qui doivent être respectées.

De nouveau donc, nous vous demandons de bien vouloir nous accorder au plus vite une audience et de nous

associer à toute réflexion future concernant nos métiers et le dispositif RASED.

Dans un souci de dialogue social de qualité et dans le cadre de la confiance que vous accordez aux enseignants,

nous voulons croire que notre demande aboutira enfin.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de nos respectueuses salutations.

Collectif national RASED

collectifnationalRASED@fname.fr

Association française des psychologues de l'Éducation nationale (AFPEN)

Fédération nationale des associations de Maîtres « E » (FNAME)

Fédération nationale des rééducateurs de l'Éducation nationale (FNAREN)

Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE)

Association des groupes de soutien au soutien (AGSAS)

Syndicat unitaire de l'inspection pédagogique (SUI-FSU)

Syndicat de l'inspection de l'Éducation nationale (SIEN-UNSA)

Syndicat national unitaire instituteurs et professeurs d'école (SNUipp-FSU)

Syndicat des enseignants (SE-UNSA)

Confédération générale du travail-Éducation (CGT-Éduc'Action)

Solidaire Unitaire Démocratique-Éducation (SUD-Education)

4. CONGRES DE TOULON

Psychologies et psychologue dans l'école du XXI^e siècle

Partager, expérimenter, comprendre

Le 27^e congrès de l'Association Française des Psychologues de l'Éducation Nationale se tiendra à Toulon du 2 au 4 juin 2022. Il s'adresse à tous les psychologues et tous les professionnels ou parents concernés par les évolutions actuelles dans le champ de l'éducation.

L'école de la confiance s'affiche comme inclusive et bienveillante. Elle est entrée dans le nouveau millénaire avec la loi de 2005 sur le handicap. La loi de refondation de 2013 a redessiné les contours de l'école en questionnant les rythmes de l'enfant, l'évaluation de l'élève et le partage de l'espace scolaire.

Les évolutions sociétales influencent le développement des enfants accueillis, bouleversent les organisations familiales,

mais aussi les attentes des familles et leur rapport à l'institution. Les apports des sciences cognitives ont par ailleurs modifié la compréhension que nous avons de l'enfant apprenant dont le développement et la qualité de vie sont devenus des enjeux de société.

Dans ces allers-retours permanents de l'individuel au collectif, le psychologue à l'école est-il un généraliste des psychologies ou un spécialiste de la psychologie scolaire de la maternelle à l'université?

Notre congrès se propose de croiser les regards et les approches, de questionner les avancées de la recherche sur l'enfant, sa famille et l'école, en partageant expériences et pratiques professionnelles en pleine mutation.



L'Association Française des Psychologues de l'Éducation Nationale fondée en 1962 a pour objectifs de :

- promouvoir la prise en compte de toutes les dimensions psychologiques à l'école.

- favoriser les échanges entre les psychologues de l'Éducation nationale et les autres professionnels de la psychologie en France et dans le monde, en organisant par exemple des journées de formation, des congrès.

- informer ses adhérents par La lettre de l'AFPEN, sa page Facebook et son site.

Avec près d'un millier d'adhérents, l'AFPEN, membre de la Société Française de Psychologie (SFP), et de l'International School Psychology Association (ISPA), publie une revue trimestrielle *Psychologie & Éducation* et des ouvrages thématiques.

Rejoignez-nous en adhérant dès maintenant sur notre site www.afpen.fr et bénéficiez ainsi d'un tarif réduit pour le congrès.



Toutes les informations : www.afpen.fr
Contact : afpentoulon2021@gmail.com

27^e congrès de l'AFPEN – Toulon
02.06.22 – 04.06.22

Psychologies et psychologue dans l'école du XXI^e siècle

Partager, expérimenter, comprendre

Sous le haut patronage du Ministère de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports.

5. STATUTS

Modification des statuts

TITRE 1 : OBJET - DÉNOMINATION - DUREE – SIÈGE

ARTICLE 1 : Il est fondé entre les personnes remplissant les conditions indiquées ci-après et adhérent

aux présents statuts, une Association régie par la Loi du 1^{er} Juillet et le décret du 16 Août 1901. Déclaration enregistrée à la préfecture de la Seine le 19 Février 1962 (J.O. du 9 Mars 1962).

ARTICLE 2 :

a) Cette association a pour objet toutes questions relatives à l'exercice, à la défense et à la promotion

de la psychologie dans le système éducatif.

Les membres de l'Association désignent à l'échelon national leurs représentants au Conseil d'Administration et à l'échelon départemental les délégués départementaux pour informer de leurs positions les administrations, syndicats et associations sur tous les problèmes concernant la psychologie en général et la psychologie au sein du système éducatif en particulier. Ces représentants élus et mandatés ne seront habilités à présenter que les orientations définitives et les réflexions et positions émanant du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale ou du Bureau National de l'Association. Les délégations départementales peuvent se constituer en Associations Départementales ou Régionales de l'AFPEN dont les statuts doivent recevoir l'approbation du Conseil d'Administration.

b) L'association est membre de la SFP : Société Française de Psychologie.

c) L'Association est membre de l'ISPA : International School Psychology Association.

ARTICLE 3 : L'Association se nomme "ASSOCIATION FRANÇAISE DES PSYCHOLOGUES DE

L'ÉDUCATION NATIONALE" (AFPEN).

ARTICLE 4 : Le siège est habituellement le domicile du président. Il pourra être transféré sur simple

décision du Conseil d'Administration.

Suite à la décision du Conseil d'administration en date du 24 novembre 2017 l'adresse du siège social a été maintenue au 7 Allée des Taminiers 35160 MONTFORT SUR MEU ».

ARTICLE 5 : La durée de l'Association est illimitée à compter du jour de la déclaration de son existence

à l'Administration.

TITRE II : COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 6 : L'Association se compose de membres Actifs, de membres Associés, de membres Honoraires et de membres Bienfaiteurs

ARTICLE 7 : Sont membres Actifs :

1) Les fonctionnaires membres de l'Éducation Nationale pourvus des titres requis et remplissant toutes

les conditions administratives exigées pour obtenir une nomination de psychologue de l'Éducation nationale et exerçant cette activité dans le 1er degré.

2) Sont également membres actifs

a) Les psychologues de l'Éducation nationale délégués à une activité de recherche, de formation ou de coordination dans le champ de la psychologie.

b) Les psychologues de l'Éducation nationale en position de retraite.

c) Les psychologues fonctionnaires stagiaires des centres de formation post concours ayant choisi la spécialité Education Développement et Apprentissage.

d) Les psychologues contractuels exerçant comme psychologues de l'Éducation nationale dans le 1er degré, remplissant les exigences requises pour faire usage professionnel du titre de psychologue.

4) En cas de contestation sur la qualité de membre actif, le Bureau National statuera sur la demande d'adhésion. Un recours est possible auprès du Conseil d'Administration.

5) Les cotisations sont payées par les membres actifs de l'Association dès le mois de leur admission, et ensuite pour chaque année civile ~~avant le 31 Mars~~. La qualité de membre actif est acquise pour l'année civile couverte par le règlement de la cotisation.

ARTICLE 8 :

a) Sont membres Associés toutes personnes qui désirent participer aux buts définis par l'article 2, titre I et dont la demande d'adhésion adressée au Président a reçu l'approbation du Bureau national. Un recours est possible auprès du Conseil d'Administration. Les membres Associés sont soumis aux mêmes obligations de cotisation que les membres Actifs.

b) Quand la qualité de membre actif se perd dans le courant de l'année, l'adhérent devient alors membre associé.

ARTICLE 9 : Sont membres Honoraires les personnes qui ont rendu des services signalés à la cause de l'enfance. Ils sont dispensés de cotisation. Ils sont désignés par le Conseil d'administration, soit à leur demande, soit à la demande dudit Conseil ou Bureau National.

ARTICLE 10 : Sont membres Bienfaiteurs les personnes adhérant à l'AFPEN qui versent une cotisation

annuelle au moins égale à quatre fois le montant de la cotisation de base. Leur qualité est soumise à l'approbation du Conseil d'administration.

ARTICLE 11 : La qualité de membre se perd par :

a) La démission adressée par écrit au Président de l'Association.

b) La radiation prononcée par défaut de paiement de cotisation dans les trois mois qui suivent l'échéance ou pour motif grave, après qu'il aura été permis à l'intéressé, invité par lettre recommandée, à présenter sa défense devant le Conseil d'Administration, sauf recours devant l'Assemblée Générale.

Cesse en outre d'être membre Actif pour devenir membre Honoraire, membre Bienfaiteur ou membre Associé, tout membre qui ne répond plus à l'une des conditions exigées à l'article 7 titre II.

En cas de contestation, la décision est prise par le Conseil d'Administration. Il peut être fait appel devant l'Assemblée Générale. Voir titre VI.

ARTICLE 12 : Le montant de la cotisation est fixé et ventilé selon un texte établi par l'Assemblée Générale.

ARTICLE 13 : Chaque adhérent à l'Association peut bénéficier du service de la revue "Psychologie et

Éducation" à un tarif préférentiel conjointement à son adhésion.

Des abonnements peuvent être souscrits à ladite revue soit à titre individuel, soit à titre collectif.

L'abonnement ouvre le droit au service de quatre numéros successifs. En aucun cas, un abonné à la revue ne peut prétendre être membre de l'AFPEN s'il ne remplit également l'une des conditions prévues aux articles 7 à 10 du présent titre. (voir projet d'orientation numérisation des revues et achats ciblés)

ARTICLE 14 : Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements contractés par elle, sans qu'aucun membre de cette association, même ceux qui participent à son administration, puisse en être

tenu pour personnellement responsable.

TITRE III : ADMINISTRATION

A – Réunions départementales préparatoires à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 15 : La réunion départementale préparatoire à l'Assemblée groupe tous les membres Actifs

et Associés de l'AFPEN travaillant sur le territoire du département **y compris les départements rattachés** et/ou y ayant acquitté leur cotisation.

Les membres associés participent à la réunion préparatoire à titre d'auditeurs mais ne peuvent pas prendre part aux votes.

La réunion départementale préparatoire se réunit obligatoirement avant chaque session de l'Assemblée Générale pour délibérer des problèmes inscrits à l'ordre du jour et mandater ses délégués. Elle peut être réalisée sous la forme présentielle, distancielle ou hybride. Les adhérents membres Actifs ne pouvant pas participer à ces réunions peuvent se prononcer par procuration ou par vote informatique.

Avant chaque session de l'Assemblée Générale la réunion départementale préparatoire :

- a) désigne le représentant de l'Assemblée Générale, choisi parmi ses membres actifs
- b) enregistre parmi les membres actifs les candidatures au Conseil d'Administration
- ~~c) enregistre parmi les membres actifs les candidatures au Comité de lecture de la revue.~~

B – ASSEMBLEE GENERALE DE L'AFPEN.

ARTICLE 16 :

L'Assemblée Générale est ouverte à tous les adhérents à jour de leur cotisation.

ARTICLE 17 : L'Assemblée Générale de l'AFPEN se réunit tous les deux ans ou extraordinairement sur

décision des 2/3 des membres de son Conseil d'administration ou à la demande de la moitié des adhérents. Les convocations à l'Assemblée Générale sont envoyées au moins un mois à l'avance dans

tous les départements. Elles comportent l'ordre du jour les textes et motions qui seront présentées.

ARTICLE 18 : Deux réviseurs aux comptes, non membre du Conseil d'Administration sont désignés par

l'Assemblée Générale pour procéder avec le trésorier, à la vérification des comptes de l'Association.

Ils examinent et vérifient toutes les pièces et documents comptables justifiant les opérations enregistrées en « produits et charges » et présentent leurs observations à l'Assemblée Générale et au

Conseil d'administration.

ARTICLE 19 : 'l'Assemblée Générale enregistre les votes sur :

- le rapport d'activité,
- le rapport financier,
- le projet d'orientation,
- les tarifs associatifs

présentés par le Conseil d'administration. Elle vote les modifications des statuts. Elle délibère en outre

sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour, et décide des actions à mettre en œuvre pour développer l'Association et lui permettre d'atteindre ses objectifs.

ARTICLE 20 : Les statuts ne peuvent être modifiés que par l'Assemblée Générale à partir de propositions inscrites à l'ordre du jour. Les décisions sont applicables immédiatement.

ARTICLE 21 : Les délibérations de l'Assemblée Générale sont consignées par écrit et approuvées par

les membres du bureau national sous forme de procès-verbaux. Ceux-ci enregistrent en outre le nombre de représentants présents. Ces délibérations sont archivées par le secrétariat et sont

consultables sur demande par tous les adhérents. Une copie signée par le Président de l'Association est adressée à tous les adhérents de l'Association.

ARTICLE 22 : Les représentants à l'Assemblée Générale votent par mandat ; chaque Délégation Départementale a autant de mandants que de fractions de cinq adhérents dans son département, et un mandant supplémentaire pour une fraction entamée. Les représentants rendent compte de leur vote aux membres Actifs de leur département. Nul ne peut voter par procuration à l'Assemblée Générale.

Les fonctions de représentant à l'Assemblée Générale sont bénévoles et exercées à titre gratuit.

C - CONSEIL D'ADMINISTRATION.

ARTICLE 23 : L'association est administrée à titre bénévole par des personnes n'ayant elles-mêmes ou

par personnes interposées, aucun intérêt direct dans les résultats de l'association.

Le Conseil d'Administration dirige l'AFPEN entre deux Assemblées Générales. Il est composé de 33

personnes au maximum, élues pour ~~six ans~~ (trois mandatures), parmi les membres actifs, renouvelable par tiers à l'issue de chaque mandature ~~tous les deux ans~~. Les administrateurs sortants sont rééligibles

ARTICLE 24 : Les membres du Conseil d'Administration sont élus par l'Assemblée Générale parmi les

candidatures individuelles (dont celles enregistrées dans les réunions départementales préparatoires à l'Assemblée Générale au plus fort nombre de mandats.)

ARTICLE 25 : Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois par an. Des réunions extraordinaires peuvent se tenir à la demande du président, à la demande de la majorité des membres

du Bureau national ou à la demande de la majorité des membres du Conseil d'Administration. Ces réunions peuvent être réalisées sous forme présentielle, distancielle ou hybride.

ARTICLE 26 : Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont bénévoles et exercées à titre

gratuit. Les membres du Conseil d'Administration sont indemnisés de leurs frais de déplacement et des frais engagés pour leur activité associative sur justificatifs. La présence des 2/3 au moins des membres du Conseil d'Administration est nécessaire pour lui permettre de délibérer selon les règles en vigueur.

Au Conseil d'Administration comme à l'Assemblée Générale, les décisions sont prises à la majorité des

membres présents (distanciel compris). La voix du Président est prépondérante en cas d'égalité.

Le CA peut avoir recours par voie électronique à une consultation ou un vote de tous les adhérents. Les Délégués départementaux sont chargés d'en transmettre les résultats. Pour être validée, la consultation doit obtenir la participation du tiers des adhérents. Cette consultation ne peut pas porter sur une modification des statuts.

ARTICLE 27 : Les délibérations du Conseil d'Administration sont consignées par écrit et approuvées

par les membres du Bureau National dont les résultats sont publiés dans le compte-rendu du Conseil d'Administration à tous les adhérents par le biais des délégués départementaux.

ARTICLE 28 : Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou

autoriser tous actes ou opérations ~~permis par-nécessaires~~ l'Association et qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale. Il autorise la prise à bail ou la location des locaux nécessaires aux besoins de l'Association et ventes de rentes, valeurs, meubles et objets mobiliers. **Le CA peut aussi avoir recours à des délégations de services, le cas échéant.**

D - BUREAU NATIONAL.

ARTICLE 29 : Le Conseil d'Administration élit en son sein un Bureau National qui comprend : un Président, un Secrétaire, un Trésorier, au moins un Vice - Président.

ARTICLE 30 : Le Bureau National se charge de faire connaître aux membres de l'Association l'ordre du

jour de chaque Assemblée Générale élaboré par le Conseil d'Administration ~~au moins un mois~~ à l'avance pour en permettre l'étude dans chaque Délégation Départementale de l'AFPEN.

ARTICLE 30.1 : Le Bureau National peut avoir recours à la consultation du Conseil d'Administration par

un vote internet. Pour être validée, la consultation doit obtenir la participation des 2/3 des membres du Conseil d'Administration.

ARTICLE 31 : Les membres du Bureau National se réunissent au moins une fois par trimestre **sous forme présentielle, distancielle et/ou hybride** pour assurer le fonctionnement régulier de l'Association et l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration. Afin de faciliter son fonctionnement, le Bureau National peut coopter des collaborateurs techniques ou inviter plusieurs spécialistes, extérieurs ou non à l'AFPEN à assister à ses délibérations pour traiter des questions spécifiques. En aucun cas, ces personnes ne participent aux prises de décision.

ARTICLE 32 : Les fonctions de membres du Bureau National sont bénévoles et exercées à titre gratuit.

Les membres du Bureau National sont indemnisés des frais engagés pour leur activité associatives sur justificatifs.

ARTICLE 33 : Le Président de l'Association assure l'exécution des décisions du Bureau National et du

Conseil d'Administration et le fonctionnement régulier de l'Association qu'il représente en justice et dans les actes de la vie civile. Il peut se faire suppléer par un ou plusieurs membres du Bureau National ou du Conseil d'Administration pour une mission déterminée.

TITRE IV : DÉONTOLOGIE

ARTICLE 34 : L'AFPEN adhère au code de déontologie des psychologues de 1996, révisé en 2012 **et actualisé en 2021.**

TITRE V : RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 35 : Les ressources de l'Association sont les suivantes :

- a) les cotisations de ses membres,
- b) les subventions accordées par l'État et les collectivités territoriales
- c) les donations de ses membres bienfaiteurs,
- d) les intérêts et revenus des biens et valeurs qu'elle possède.

Ces recettes et les éventuels excédents sont utilisés intégralement au développement des objectifs de l'association tels que définis à l'article 2 des présents statuts.

TITRE VI : DISSOLUTION – PUBLICATION

ARTICLE 36 : L'Assemblée Générale ne peut décider la dissolution de l'Association, sa fusion ou son union avec d'autres associations, qu'après consultation de tous les membres actifs par la voie de référendum.

En dehors des cas de dissolution prévus par la loi et les règlements, la dissolution de l'Association peut

être prononcée par une Assemblée Générale extraordinaire, réunie à la demande de deux tiers des membres du Conseil d'Administration ou de la moitié des adhérents.

En cas de dissolution volontaire ou forcée, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires


chargés de la liquidation des biens de l'Association et qui ont les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le règlement du passif. L'Assemblée Générale détermine souverainement l'emploi qui sera fait de l'actif net après paiement des charges de l'Association et des frais de sa liquidation conformément à la loi.



ARTICLE 37 : Le Conseil d'Administration remplira les formalités de déclaration et de publication prescrites par la loi du 1^{er} Juillet 1901 et par le Décret du 16 Août suivant. A cet effet, tous les pouvoirs sont donnés au Président de l'Association.

Cette édition des statuts tient compte des modifications apportées par l'Assemblée Générale du XXVe congrès de Montpellier du jeudi 21 septembre 2017.

Elle remplace les éditions antérieures qui deviennent caduques.

6. FICHE DE POSTE

FICHE DE POSTE	ADMINISTRATEUR DE L'AFPEN	
Les statuts associatifs définissent les modalités de nomination aux fonctions d'administrateur de l'Association Française des Psychologues de l'Éducation Nationale.		
CADRE GÉNÉRAL	<ul style="list-style-type: none"> ● Le Conseil d'Administration de l'AFPEN sera composé de 27 personnes pour la mandature 2022-2023. Le CA est renouvelable par tiers tous les deux ans lors de l'Assemblée Générale. Les administrateurs sont élus pour 3 mandatures. Le Conseil d'Administration organise la vie associative de l'AFPEN entre deux AG. Tout membre actif (art. 7 des statuts) peut présenter sa candidature au Conseil d'Administration. ● Les administrateurs sortants peuvent être rééligibles en présentant une nouvelle candidature. ● Le Conseil d'Administration se réunit deux ou trois fois habituellement à Paris, du mercredi ou jeudi au samedi. ● Les frais liés à la fonction d'administrateur de l'AFPEN sont pris en charge par l'association (trajets, hébergements, repas) selon le tarif défini dans le règlement intérieur. ● Les membres élus s'engagent à participer à chaque CA, à respecter le cadre de travail, à s'investir dans le(s) groupe(s) en apportant leurs compétences, à se former en fonction des besoins du fonctionnement associatif. ● Le Conseil d'Administration élit en son sein un Bureau National. ● Le candidat choisit au moins un Pôle principal de travail. Le responsable d'un pôle est en lien direct avec le Bureau National. 	
MISSIONS	<p>Selon les pôles choisis, l'administrateur de l'AFPEN sera amené :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ à participer à la mise en œuvre des motions (positionnement politique, problématiques professionnelles, relations partenaires, représentations associatives...). ▪ à intervenir dans des fonctions d'administration de l'association (finances, secrétariat, communication, publications, gestion, adhésions, fichiers, site internet, réseaux sociaux, relations délégués départementaux ...) ▪ à analyser et gérer les problématiques associatives (fonctionnement, communications et aides en régions et auprès des délégations...) ▪ 	
PÔLES	L'association fonctionne par pôles :	
	<ul style="list-style-type: none"> ● Pôle Communication et Publication Communication : site, groupe de discussions, réseaux sociaux, mailing et courrier postal du siège social, permanence téléphonique... Publication : Lettre AFPEN, revue avec articles et témoignages, livres... 	
	<ul style="list-style-type: none"> ● Pôle Relations Internes: relations Délégués Départementaux, adhérents, lien CA/BN, préparation de congrès ... 	
	<ul style="list-style-type: none"> ● Pôle Administration: finances, secrétariats, adhésions, abonnements, fichiers ... 	
	<ul style="list-style-type: none"> ● Pôle Relations Externes: international, relations institutionnelles et politiques, congrès, Réunion Collectif RASED, partenaires associatifs, professionnels et syndicaux... 	

	<ul style="list-style-type: none"> ● Pôle Pratiques Professionnelles : déontologie, éthique, formation, veille actualités, lien chercheurs 	
CONTACTS 	<p>L'adhérent, qui souhaite intégrer le Conseil d'Administration, fait «acte de candidature» auprès de sa délégation départementale ou bien auprès du siège social: siege.social@afpen.fr en suivant les indications portées sur la fiche de candidature du présent document.</p>	